



**anticapitalisme
autogestion**

Ils cassent l'école... pour enrichir les riches !

Suppression de postes par dizaines de milliers, suppression des heures de cours pour les élèves (au primaire, en LP, bientôt en lycée), privatisation des facs...

Tout ceci ne renvoie à aucune nécessité économique mais à la volonté politique de Sarkozy et de sa clique qui veulent financer leurs cadeaux au patronat, aux riches, et dégrader l'école publique pour privatiser l'éducation ! (Ils vont même jusqu'à faire porter le poids de la crise actuelle du capitalisme financier sur les postes de fonctionnaires, afin de ne pas s'attaquer au capital !) Casser l'école au mépris de personnels et usagers ne leur pose pas de problème étant donnée leur vision de la société profondément inégalitaire, basée sur la concurrence de tous et la liberté des possédants.

Dans une telle vision disparaissent l'idée d'un accès démocratique à la culture, et le rôle égalisateur, émancipateur que l'école devrait pourtant avoir ! C'est cette vision politique qu'il faut refuser. Il faut certes revendiquer des moyens, mais pour une école plus émancipatrice, plus égalisatrice des conditions sociales, plus démocratique, dans un projet de société où ce sont les besoins sociaux et non les profits de quelques uns qui sont au centre !

Il y a de l'argent pour une école plus démocratique, émancipatrice, égalisatrice !

Par exemple, réduire les inégalités suppose d'augmenter le temps scolaire et non de le réduire, d'augmenter les possibilités de passerelles entre les voies générales, techniques et professionnelles et non de les

supprimer, d'augmenter le nombre de personnels pour alléger les classes et suivre individuellement les élèves, au lieu de les diminuer... bref d'investir massivement dans l'École.

L'exemple de la crise actuelle (des centaines de milliards de dollars sortis du chapeau alors que les gouvernements états uniens ont toujours refusé de financer des systèmes solidaires publics de santé et d'éducation) montre qu'il y a de l'argent que l'on pourrait investir pour les besoins sociaux.

En France aussi il y a beaucoup de richesses, mais accaparées par une minorité, et distribuées à ceux qui en possèdent déjà par le gouvernement sous forme de cadeaux fiscaux ou d'exonérations de charges. L'enjeu est d'imposer une autre répartition de ces richesses, pour un autre projet de société que celui du capitalisme ! Mais pour cela, seule la lutte paiera !

Des journées d'actions nécessaires mais pas suffisantes !

Deux journées d'action paraissent être des étapes dans la construction du nécessaire rapport de force : le 7 octobre, action interprofessionnelles (salaires, emploi, retraites) et la manifestation du 19 octobre dans l'Education Nationale. Cependant ces journées semblent déjà reproduire les limites des journées d'action dispersées et sans réelle stratégie offensive qui ont épuisé tout le monde notamment en mai juin dernier. La perspective des élections prud'homales et professionnelles dans l'Education risque de prolonger les attermoissements des directions syndicales nationales... Et peut-on croire à la com-

bativité de directions syndicales qui prétendent défendre le service public d'éducation tout en signant le protocole de Darcos sur la contre-réforme des lycées porteuse de baisse du temps scolaire et d'annualisation du temps de travail ?...

Le 19 octobre doit être une réussite et associer massivement les usagers, pour reconstruire un rapport de force. Mais en soi elle sera insuffisante, si ne se dégage pas très vite la perspective d'une grève massive et prolongée dans l'Education. Certes, un tel mouvement ne se décrète pas, mais il se discute et se prépare.

A nous de dépasser les stratégies inefficaces !

A nous de nous organiser pour rendre possible ce mouvement, ne comptons que sur nous-mêmes et notre capacité à lutter ensemble ! Il nous semble urgent de s'unir à la base, localement, en créant des réseaux intersyndicaux de lutte, associant personnels et usagers, coordonnant les établissements, pour rassembler tous ceux et celles qui refusent le statu quo et essayer de créer des dynamiques de lutte. A nous d'informer, de convaincre, de manifester, d'engager la résistance ! A nous de pousser pour que les directions syndicales prennent leur responsabilités !

Le 19 octobre doit être conçu comme un ultimatum. Réunissons nous partout dès la semaine du 20 pour poursuivre le mouvement en fonction des réponses de Darcos !



Le mensuel disponible en kiosque

- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL

ADRESSE.....

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

14 octobre 2008